

Pierre Bourdieu
Collège de France

POUR UN MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN*

Il n'est pas facile, quand on parle d'Europe, d'être tout simplement entendu. Le champ journalistique, qui filtre, intercepte et interprète tous les propos publics selon sa logique la plus typique, celle du "pour" et du "contre" et du "tout ou rien", tente d'imposer à tous le choix débile qui s'impose à lui : être "pour" l'Europe, c'est-à-dire progressiste, ouvert, moderne, libéral, ou ne pas l'être, et se condamner ainsi à l'archaïsme, au passésisme, au poujadisme, au lepenisme, voire à l'antisémitisme... Comme s'il n'y avait pas d'autre option légitime que l'adhésion inconditionnelle à l'Europe telle qu'elle est et se prépare à être, c'est-à-dire réduite à une banque et une monnaie unique et soumise à l'empire de la concurrence sans limites... Mais il ne faudrait pas croire que, pour échapper vraiment à cette alternative grossière, il suffise d'invoquer une "Europe sociale". Ceux qui, comme les socialistes français, ont recours à ce leurre rhétorique, ne font que porter à un degré d'ambiguïté supérieur les stratégies d'ambiguïtation politique du "social libéralisme" à l'anglaise, ce thatcherisme à peine ravalé qui ne compte, pour se vendre, que sur l'utilisation opportuniste de la symbolique, médiatique, recyclée, du socialisme. C'est ainsi que les socio-démocrates qui sont actuellement au pouvoir en Europe peuvent contribuer, au nom de la stabilité monétaire et de la rigueur budgétaire, à la liquidation des acquis les plus admirables des luttes sociales des deux derniers siècles, universalisme, égalitarisme (avec les distinguos jésuitiques entre égalité et équité), internationalisme, et à la destruction de l'essence même de l'idée ou de l'idéal socialiste, c'est-à-dire, grosso modo, l'ambition de protéger ou de reconstruire par une action collective et organisée les *solidarités* menacées par le jeu des forces économiques. Et ils travaillent ainsi, sans tous et toujours le savoir, à inventer le *socialisme sans le social* qui porte le coup de grâce à l'espérance socialiste après les "expériences" criminelles du "soviétisme" qui leur servent d'alibi.

WHAT IS LEFT OF THE LEFT ?

Pour ceux qui jugeraient cette mise en question excessive, quelques questions : n'est-il pas tristement significatif que, au moment même où leur accès à peu près simultané à la direction de plusieurs pays européens ouvre aux socio-démocrates une chance réelle de concevoir et de conduire en commun une véritable politique sociale, l'idée ne leur vienne même pas d'explorer les possibilités d'action proprement politiques qui leur sont ainsi offertes en matière fiscale, mais aussi en matière d'emploi, d'échanges économiques, de droit du travail, de formation ou de logement social ? N'est-il pas étonnant, et révélateur, qu'ils n'essaient même pas de se donner les moyens de contrecarrer efficacement le processus, déjà fortement avancé, de destruction des acquis sociaux du *Welfare*, en instaurant par exemple, au sein de la zone européenne, des normes sociales communes en matière, notamment, de salaire minimum (rationnellement modulé), de temps de travail ou de formation professionnelle des jeunes — ce qui aurait pour effet d'éviter de laisser aux Etats-Unis le statut de modèle indiscuté que lui confère la doxa médiatique ? N'est-il pas choquant qu'ils s'empressent au contraire de se réunir pour favoriser le fonctionnement des "marchés financiers" plutôt que pour le contrôler par des mesures collectives telles que l'instauration (autrefois inscrite dans leurs programmes électoraux) d'une fiscalité internationale du capital (portant en particulier sur les mouvements spéculatifs à très court terme) ou la reconstruction d'un système monétaire capable de garantir la stabilité des rapports entre les économies ? Et n'est-il pas particulièrement difficile d'accepter que le pouvoir exorbitant de censure des politiques sociales qui est accordé, en dehors de tout contrôle démocratique, aux "gardiens de l'euro" (tacitement identifié à l'Europe) interdise de financer un grand programme public de développement économique et social fondé sur l'instauration volontariste d'un ensemble cohérent de "lois de programmation" européennes, notamment dans les domaines de

* *Le Monde diplomatique*, juin 1999, p. 1, 16-17.

l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale — ce qui conduirait à la création d'institutions transnationales vouées à se substituer progressivement, au moins en partie, aux administrations nationales ou régionales que la logique d'une unification seulement monétaire et marchande condamne à entrer dans une concurrence perverse ?

Il est clair que, étant donné la part largement prépondérante des échanges intra-européens dans l'ensemble des échanges économiques des différents pays de l'Europe, les gouvernements de ces pays pourraient mettre en œuvre une politique commune visant au moins à limiter les effets de la concurrence intra-européenne et à opposer une résistance collective à la concurrence des nations non-européennes et, en particulier, aux injonctions américaines, peu conformes le plus souvent aux règles de la concurrence pure et parfaite qu'elles sont censées protéger. Cela au lieu d'invoquer le spectre de la "mondialisation" pour faire passer, au nom de la compétition internationale, le programme régressif en matière sociale que le patronat n'a cessé de promouvoir, dans les discours comme dans les pratiques, depuis le milieu des années 70 (réduction de l'intervention publique, mobilité et flexibilité des travailleurs — avec la démultiplication et la précarisation des statuts, la révision des droits syndicaux et l'assouplissement des conditions de licenciement—, aide publique à l'investissement privé à travers une politique d'aide fiscale, réduction des charges patronales, etc.). Bref, en ne faisant à peu près rien en faveur de la politique qu'ils professent, alors même que toutes les conditions sont réunies pour qu'ils puissent la réaliser, ils trahissent clairement qu'ils ne veulent pas vraiment cette politique.

EUROPE SOCIALE ET MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN

L'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer (et que ce n'est pas le marché, comme on tente de le faire croire aujourd'hui, mais le mouvement social, qui

a "civilisé" l'économie de marché, tout en contribuant grandement à son efficacité). En conséquence, la question, pour tous ceux qui veulent réellement opposer une Europe sociale à une Europe des banques et de la monnaie, flanquée d'une Europe policière et pénitentiaire (déjà très avancée) et d'une Europe militaire (conséquence probable de l'intervention au Kosovo), est de savoir comment mobiliser les forces capables de parvenir à cette fin et à quelles instances demander ce travail de mobilisation. On pense évidemment à la Confédération européenne des syndicats (qui vient seulement — mieux vaut tard que jamais — d'accueillir la CGT). Mais personne ne contredira les spécialistes qui, comme Corinne Gobin, montrent que le syndicalisme tel qu'il se manifeste au niveau européen se comporte avant tout en "partenaire" soucieux de participer dans la bienséance et la dignité à la gestion des affaires européennes en menant une action de *lobbying* bien tempéré, conforme aux normes du "dialogue", cher à Jacques Delors. Et on ne saurait nier qu'il n'a guère travaillé à se donner les moyens organisationnels de contrecarrer efficacement les volontés du patronat (organisé, lui, en Union des confédérations de l'industrie et des employeurs européens, et doté d'un groupe de pression puissant, capable de dicter ses volontés à Bruxelles), et de lui imposer, avec les armes ordinaires de la lutte sociale, grèves, manifestations, etc., de véritables conventions collectives à l'échelle européenne.

Ne pouvant donc attendre, au moins à court terme, de la Confédération européenne des syndicats, qu'elle se rallie à un syndicalisme résolument militant, force est de se tourner d'abord, et provisoirement, vers les syndicats nationaux. Sans toutefois ignorer les obstacles immenses à la véritable *conversion* qu'il leur faudrait opérer pour échapper, au niveau européen, à la tentation technocratico-diplomatique, et au niveau national, aux routines et aux formes de pensée qui tendent à les enfermer dans les limites de la nation. Et cela à un moment où, sous l'effet notamment de la politique néo-libérale et des forces de l'économie abandonnées à leur logique, — avec par exemple la privatisation de

nombre de grandes entreprises et la multiplication des "petits boulots", cantonnés le plus souvent dans les services, donc temporaires et à temps partiel, intérimaires et parfois à domicile —, les bases mêmes d'un syndicalisme de militants sont menacées, comme l'attestent non seulement le déclin de la syndicalisation, mais aussi et surtout la faible participation des jeunes et surtout des jeunes issus de l'immigration, qui suscitent tant d'inquiétudes, et que personne — ou à peu près — ne songe à mobiliser sur ce front.

Le syndicalisme européen qui pourrait être le moteur d'une Europe sociale est donc à inventer, et il ne peut l'être qu'au prix de toute une série de ruptures plus ou moins radicales : rupture avec les particularismes nationaux, voire nationalistes, des traditions syndicales, toujours enfermées dans les limites des Etats, dont elles attendent une grande part des ressources indispensables à leur existence et qui définissent et délimitent les enjeux et les terrains de leurs revendications et de leurs actions ; rupture avec une pensée concordataire qui tend à discréditer la pensée et l'action critiques, à valoriser le consensus social au point d'encourager les syndicats à partager la responsabilité d'une politique visant à faire accepter aux dominés leur subordination ; rupture avec le fatalisme économique, qu'encouragent non seulement le discours médiatico-politique sur les nécessités inéluctables de la "mondialisation" et sur l'empire des marchés financiers (derrière lesquels les dirigeants politiques aiment à dissimuler leur liberté de choix), mais aussi la conduite même des gouvernements socio-démocrates qui, en prolongeant ou en reconduisant, sur des points essentiels, la politique des gouvernements conservateurs, font apparaître cette politique comme la seule possible ; rupture avec un néolibéralisme habile à présenter les exigences inflexibles de contrats de travail léonins sous les dehors de la "flexibilité" (avec par exemple les négociations sur la réduction du temps de travail et sur la loi des trente cinq heures qui jouent de toutes les ambiguïtés objectives d'un rapport de force de plus en plus déséquilibré du fait de la généralisation de la précarité et de l'inertie d'un Etat plus incliné à le ratifier qu'à aider à le transfor-

mer) ; rupture avec un "socialibéralisme" de gouvernements enclins à donner à des mesures de dérégulation favorables à un renforcement des exigences patronales les apparences de conquêtes inestimables d'une véritable politique sociale.

Ce syndicalisme rénové appellerait des agents mobilisateurs animés d'un esprit profondément internationaliste et capables de surmonter les obstacles liés aux traditions juridiques et administratives nationales et aussi aux barrières sociales intérieures à la nation, celles qui séparent les branches et les catégories professionnelles, et aussi les classes de genre, d'âge et d'origine ethnique. Il est paradoxal en effet que les jeunes, et tout spécialement ceux qui sont issus de l'immigration, et qui sont si obsessionnellement présents dans les fantasmes collectifs de la peur sociale, engendrée et entretenue dans et par la dialectique infernale de la concurrence politique pour les voix xénophobes et de la concurrence médiatique pour l'audience maximum, tiennent dans les préoccupations des partis et des syndicats progressistes une place inversement proportionnelle à celle que leur accordent, partout en Europe, le discours sur l'"insécurité" et la politique qu'il encourage. Comment ne pas attendre ou espérer une sorte d'internationale des "immigrés" de tous les pays qui unirait Turcs, Kabyles et Surinamiens dans la lutte qu'ils conduiraient, en association avec les travailleurs natifs des différents pays européens, contre leurs employeurs, et, plus largement, contre les forces économiques dominantes qui, à travers différentes médiations, sont aussi responsables de leur émigration ? Et peut-être que les sociétés européennes auraient aussi beaucoup à gagner si, d'objets passifs d'une politique sécuritaire, ces jeunes que l'on s'obstine à appeler "immigrés" alors qu'ils sont des citoyens des nations de l'Europe d'aujourd'hui, souvent déracinés et déboussolés, exclus aussi des structures organisées de contestation, et sans autres issues que la soumission résignée, qu'on leur prêche parfois sous le nom d'intégration, la petite ou la grande délinquance, ou les formes modernes de la jacquerie que sont les émeutes de banlieue, se

transformaient en agents actifs d'un mouvement social novateur et constructif.

Mais on peut songer aussi, pour développer, en chaque citoyen, les dispositions internationalistes qui sont désormais la condition de toutes les stratégies efficaces de résistance, à tout un ensemble de mesures, sans doute dispersées et disparates telles que le renforcement, au sein de chaque organisation syndicale, d'instances spécifiquement aménagées en vue de traiter avec les organisations des autres nations et chargées notamment de recueillir et de faire circuler l'information internationale ; l'établissement progressif de règles de coordination, en matière de salaires, de conditions de travail et d'emploi (cela afin de combattre la tentation d'accepter des accords sur une politique de modération des salaires ou, comme dans certaines entreprises d'Angleterre, sur un renoncement au droit de grève) ; l'institution, sur le modèle de ceux qui unissent des villes de différents pays, de jumelages entre syndicats de mêmes catégories professionnelles (soit, pour ne citer que des catégories déjà engagées dans des mouvements transnationaux, les routiers, les employés des transports aériens, les petits agriculteurs, etc.) ou de régions frontalières (sur la base, le cas échéant, de revendications ou de solidarité régionales) ; le renforcement, au sein des entreprises multinationales, des comités d'entreprises internationaux, capables de résister aux pressions fractionnistes des directions centrales ; l'encouragement de politiques de recrutement et de mobilisation en direction des immigrés qui, d'objets et d'enjeux des stratégies des partis et des syndicats, deviendraient ainsi des agents de résistance et de changement, cessant ainsi d'être utilisés, au sein même des organisations progressistes, comme des facteurs de division et d'incitation à la régression vers la pensée nationaliste, voire raciste ; la reconnaissance et l'institutionnalisation de nouvelles formes de mobilisation et d'action, comme les coordinations et l'établissement de liens de coopération active entre syndicats des secteurs public et privé qui ont des poids très différents selon les pays ; la "conversion des esprits" (syndicaux et autres) qui est nécessaire pour rompre avec la définition étroite du "social", réduit au

monde du travail fermé sur lui-même, pour lier les revendications sur le travail aux exigences en matière de santé, de logement, de transports, de formation, de relations entre les sexes et de loisir et pour engager des efforts de recrutement et de resyndicalisation dans les secteurs traditionnellement dépourvus de mécanismes de protection collective (services, emploi temporaire).

Mais on ne peut pas faire l'économie d'un objectif aussi visiblement utopique que la construction d'une confédération syndicale européenne unifiée : un tel projet est sans doute indispensable pour inspirer et orienter la recherche collective des innombrables transformations des institutions collectives et des milliers de conversions des dispositions individuelles qui seront nécessaires pour "faire" le mouvement social européen. S'il est sans doute utile, pour penser cette entreprise, difficile et incertaine, de s'inspirer du modèle du processus décrit par E.P. Thompson dans *The Making of English Working Class*, il faut se garder de pousser trop loin l'analogie et de penser le mouvement social européen de l'avenir sur le modèle du mouvement ouvrier du siècle dernier en ignorant les changements profonds qu'a connus la structure sociale des sociétés européennes, dont le plus important est sans doute le déclin, dans l'industrie même, des ouvriers par rapport à ceux que l'on nomme aujourd'hui les "opérateurs" et qui, plus riches, relativement, en capital culturel, seront capables de concevoir de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles armes de lutte, et d'entrer dans de nouvelles solidarités interprofessionnelles.

Il n'est pas de préalable plus absolu à la construction d'un mouvement social européen que la répudiation de toutes les manières habituelles de penser le syndicalisme, les mouvements sociaux et les différences nationales en ces domaines ; pas de tâche plus urgente que l'invention des manières de penser et d'agir nouvelles qu'impose la précarisation. Fondement d'une nouvelle forme de discipline sociale, issue de l'insécurité et de la crainte du chômage, qui atteignent jusqu'aux niveaux les plus favorisés du monde du travail, la précarisation généralisée peut être au principe de solidarités d'un type

nouveau, dans leur extension et dans leur principe, notamment à l'occasion de crises qui sont perçues comme particulièrement scandaleuses lorsqu'elles prennent la forme de débauchages massifs imposés par le souci de fournir des profits suffisants aux actionnaires d'entreprises largement bénéficiaires. Et le nouveau syndicalisme devra savoir s'appuyer sur les nouvelles solidarités entre victimes de la politique de précarisation, presque aussi nombreuses aujourd'hui dans des professions à fort capital culturel comme l'enseignement, les professions de la santé et les métiers de communication (comme les journalistes) que chez les employés et les ouvriers. Mais il devra préalablement travailler à produire et à diffuser aussi largement que possible une analyse critique de toutes les stratégies, souvent très subtiles, auxquelles collaborent, sans nécessairement le savoir, certaines réformes des gouvernements socio-démocrates et que l'on peut subsumer sous le concept de flexploitation, réduction du temps de travail, multiplication des emplois temporaires et à temps partiel. Analyse d'autant plus difficile à mener, et surtout à imposer à ceux qu'elle devrait faire accéder à la lucidité sur leur condition, que les stratégies ambiguës sont elles-mêmes bien souvent exercées, à tous les niveaux de la hiérarchie sociale, par des victimes de semblables stratégies, enseignants précaires chargés d'élèves ou d'étudiants marginalisés et voués à la précarité, travailleurs sociaux sans garanties sociales chargés d'accompagner et d'assister des populations dont ils sont très proches par leur condition, etc., tous portés à entrer et à entraîner dans les illusions partagées.

Mais il faudrait aussi et surtout en finir avec d'autres préconceptions très répandues qui, en empêchant de voir la réalité telle qu'elle est, dévient ou découragent l'action pour la transformer. C'est le cas de l'opposition que font les "politologues" français, et les journalistes "formés" à leur école, entre le "syndicalisme protestataire" (qui serait aujourd'hui incarné par SUD ou par la CGT) et

le "syndicalisme de négociation", dont le DGB, aujourd'hui érigé en norme de toute pratique syndicale digne de ce nom, serait l'incarnation. Cette représentation démobilisatrice interdit de voir que les conquêtes sociales ne peuvent être obtenues que par un syndicalisme assez organisé à la fois pour mobiliser la force de contestation nécessaire pour arracher au patronat et aux technocraties de vraies avancées collectives et pour négocier et imposer à sa base les compromis et les lois sociales dans lesquelles ils s'inscrivent durablement (N'est-il pas significatif que le mot même de mobilisation soit frappé de discrédit par les économistes d'obédience néo-libérale, obstinément attachés à ne voir qu'une agrégation de choix individuels dans ce qui est en fait un mode de résolution et d'élaboration des conflits et un principe d'invention de nouvelles formes d'organisation sociale?). C'est aujourd'hui leur incapacité à s'unir autour d'une utopie rationnelle (qui pourrait être une vraie Europe sociale), et la faiblesse de leur base militante à laquelle ils ne savent pas imposer le sentiment de leur nécessité (c'est-à-dire d'abord de leur efficacité) qui, autant que la concurrence pour le meilleur positionnement sur le marché des services syndicaux, empêchent les syndicats de surmonter les intérêts corporatifs à court terme par un volontarisme universaliste capable de dépasser les limites des organisations traditionnelles et de donner toute sa force, notamment en intégrant pleinement le mouvement des chômeurs, à un mouvement social capable de combattre et de contrecarrer les pouvoirs économiques et financiers sur le lieu même, désormais international, de leur exercice. Les mouvements internationaux récents, dont la marche européenne des chômeurs n'est que le plus exemplaire, sont sans doute les premiers signes, encore fugitifs sans doute, de la découverte collective, au sein du mouvement social et au-delà, de la nécessité vitale de l'internationalisme ou, plus précisément, de l'internationalisation des modes de pensée et des formes d'action.